

République Démocratique du Congo



Ministère du Budget

Le Ministre d'Etat

**DISCOURS DE SON EXCELLENCE
MONSIEUR LE MINISTRE D'ETAT,
MINISTRE DU BUDGET A L'OCCASION
DE L'OUVERTURE DES CONFERENCES
BUDGETAIRES DE L'EXERCICE 2026**

Kinshasa, le 28 juillet 2025

Honorables Députés, Honorables Sénateurs ;

Excellence Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Economie Nationale ;

Excellence Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre du Plan ;

Excellence Monsieur le Directeur de Cabinet du Président de la République ;

Monsieur le Ministre des Finances ;

Madame la Ministre de la Jeunesse et initiation de la citoyenneté ;

Monsieur le Premier Président de la Cour de Compte ;

Monsieur le Coordonnateur National du CTR ;

Monsieur le Secrétaire Exécutif du COREF ;

Messieurs les Secrétaires Généraux de l'Administration publique ;

Messieurs les Officiers Généraux des FARDC et de la Police Nationale Congolaise ;

Madame et Messieurs les Directeurs Généraux de l'Administration Publique ;

Mesdames et messieurs les membres des organisations de la Société Civile ;

Chers partenaires au développement ;

Distingués invités, Mesdames et Messieurs à vos titres et qualités respectifs.

C'est avec une solennité toute particulière, empreinte d'honneur et de responsabilité, que je prends la parole ce jour devant vous, dans ce beau et merveilleux cadre du Centre Financier de Kinshasa érigé il y a peu par le Gouvernement de la République, sous la houlette de **Son Excellence Felix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, Président de la République, Chef de l'Etat**, en vue de lancer officiellement les **conférences budgétaires de l'exercice 2026**, qui marquent une étape cruciale du processus budgétaire pour l'aboutissement du futur projet de loi de finances de l'année.

Les conférences budgétaires que nous ouvrons aujourd'hui s'inscrivent dans le respect des dispositions du Décret portant gouvernance budgétaire qui renferme un calendrier budgétaire permanent matérialisé par un calendrier budgétaire opérationnel établi chaque année et publié sur le site internet du Ministère du Budget.

Ces assises visent à garantir la cohérence, la soutenabilité et la crédibilité des prévisions budgétaires, en tenant compte des piliers du **Programme d'Actions du Gouvernement**, des cibles fixées dans le **Cadre Budgétaire à Moyen Terme**, des mesures d'encadrement de la politique budgétaire émises dans la **Lettre d'Orientation** de Son Excellence Madame la Première Ministre, Cheffe du Gouvernement ainsi que des directives édictées à travers la **Circulaire budgétaire**.

Les conférences budgétaires de l'exercice 2026 s'ouvrent dans un contexte particulier, marqué par :

- la conclusion d'un accord de paix entre la RDC et le Rwanda devant mettre fin à l'insécurité et à la déstabilisation de l'Est du pays ;
- la poursuite de la mise en œuvre du nouveau programme conclu avec le FMI, dont la première revue a eu lieu en mai dernier ;
- la poursuite de la mise œuvre du Programme d'Actions du Gouvernement assis sur six piliers, en lien avec le Plan National stratégique de développement 2024-2028 ;
- le renouement des ambitions de stabilisation, de reconstruction et de développement durable dans un contexte de paix ;
- la poursuite de l'exécution de la feuille de route de basculement du Budget en mode programme à l'horizon 2028 et la mise en œuvre progressive de la déconcentration de l'ordonnancement.

Pour rappel, les objectifs poursuivis au cours de ces assises sont multiples :

- **En matière des recettes**, dans le but de maintenir la croissance et de hisser la pression fiscale, les échanges en conférences doivent permettre d'identifier tous les actes générateurs porteurs, d'évaluer les mesures fiscales existantes tout en proposant des mesures correctives, d'analyser la faisabilité des projets à financement extérieur et de détecter les

risques budgétaires susceptibles d'entraver la mobilisation des ressources.

- **En matière des dépenses**, les débats devront aboutir à la fixation des priorités susceptibles d'améliorer la qualité de la dépense publique, à l'allocation rationnelle des ressources aux secteurs sociaux de base, à la maîtrise des effectifs et de la masse salariale dans le respect des plafonds d'autorisation des emplois rémunérés et la couverture des besoins essentiels pour le fonctionnement de l'administration et des institutions politiques.

Je voudrais préciser ici que la rigueur et la cohérence de notre action sont d'autant plus essentielles que le contexte actuel exige de nous tous plus d'efficacité, d'efficience et de transparence. Le Gouvernement, sous l'impulsion de **Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'État**, attend de ce processus une préfiguration budgétaire 2026 réaliste et sincère, alignée sur les priorités nationales.

Honorables,

Excellence,

Mesdames et Messieurs,

Le Budget 2026 que nous nous apprêtons à élaborer s'inscrit dans une vision politique de relance économique et de reconstruction dans une perspective de mise en œuvre de l'accord de paix signé entre la RDC et le Rwanda.

Ce budget envisage de traduire concrètement la volonté du Gouvernement de bâtir un État plus protecteur, plus équitable et plus efficace, avec un accent particulier sur la poursuite de la mise en œuvre du PDL-145 Territoires, la réunification du pays à travers la construction et réhabilitation des routes et des voies de desserte agricole, la construction des infrastructures énergétiques et hydrauliques, l'électrification rurale ainsi que l'opérationnalisation des Zones économiques spéciales et la relance de certaines industries.

Le Gouvernement entend par ailleurs apporter une subvention d'exploitation à certaines entreprises commerciales à forte utilité publique, notamment la SNEL et la REGIDESO. De même, il envisage intervenir dans zones affectées par la guerre d'invasion, en vue de leur relance économique, particulièrement en termes de reconstruction des infrastructures de base détruites.

La réduction de train de vie demeure une priorité, ce qui devra avoir un impact sur les dépenses de fonctionnement des institutions et des ministères et la rationalisation des lignes budgétaires en vue de la priorisation des politiques essentielles.

La politique d'investissements devra favoriser le financement des Infrastructures et le compact de résilience, en vue de soutenir la croissance économique et renforcer la couverture, le niveau et l'efficacité des dépenses sociales afin de garantir l'équité dans la répartition de revenu.

Les quatre groupes de travail retenus au cours de ces assises sont appelés à jouer un rôle central dans l'analyse, la compilation et la remontée des données recueillies et consolidées à des fins utiles.

Pour ce faire, j'en appelle à une participation active et constructive de toutes les parties prenantes :

- Les **unités budgétaires sectorielles** sont appelées à présenter et défendre des prévisions budgétaires justifiées et alignées sur base des plafonds renseignés dans la Circulaire sus visée ;
- Les **Administrations financières et services d'assiette** devront, quant à eux, présenter des hypothèses de recettes fondées sur des données crédibles et des mesures innovantes ;
- La **Société civile** est aussi attendue dans son rôle d'observateur critique et de garant de la transparence.

En marge des conférences budgétaires, le Ministère du Budget s'emploiera aux échanges avec les Partenaires techniques et financiers du Gouvernement pour des financements supplémentaires susceptibles de combler le gap en vue du bouclage de la préfiguration budgétaire à l'issue de ces travaux.

Honorables,

Excellence,

Mesdames et Messieurs,

Avant de clore mon propos, je voudrais rappeler que la participation effective aux conférences budgétaires est une condition sine qua non pour la prise en compte des crédits dans le projet de Budget 2026.

L'exécution du calendrier de ces assises est de stricte application, étant donné que le Gouvernement n'entend pas déroger au respect du délai constitutionnel pour le dépôt du projet de loi de finances au bureau de l'Assemblée Nationale.

En ce sens, j'invite tous les participants à la rigueur, à la collaboration interinstitutionnelle et à l'esprit d'anticipation tout au long des travaux.

Je ne pourrais omettre de remercier la Banque Mondiale qui, à travers le **Projet ENCORE** via le **COREF**, ne cesse d'accompagner le Gouvernement dans l'organisation de ces assises.

C'est avec un ardent souhait de voir cette activité de grande envergure d'atteindre ses objectifs que **je déclare officiellement ouverts les travaux des conférences budgétaires de l'exercice 2026.**

Je vous remercie.

Aimé BOJI SANGARA BAMANYIRWE